

d'une part attendre des gens qu'ils achètent des maisons et des biens de consommation et d'autre part, faire disparaître un programme donnant aux jeunes couples les moyens d'acheter une maison. Cette mesure retire aux Canadiens leur pouvoir d'achat. C'est prendre l'argent dans la poche des plus pauvres pour remplir davantage celle des plus riches. Cela contribue à creuser le fossé entre les pauvres et les riches, entre les démunis et les nantis.

● (1550)

Au cours du congé de Noël, le magazine *Maclean's* a publié une étude intéressante qu'il avait effectuée de concert avec Decima Research. Cette étude à l'échelle nationale a permis notamment de constater que de plus en plus de Canadiens s'inquiètent de l'écart entre les riches et les pauvres. Ils s'inquiètent en outre de ce que la société évolue vers des classes socio-économiques parfaitement bien stratifiées. Ils craignent par ailleurs que le gouvernement conservateur soit incapable de combler ce fossé. Ils trouvent que le gouvernement conservateur contribue au contraire à l'élargir et à favoriser sa propre clientèle. Je prédis qu'au cours des années à venir, les conclusions de cette étude vont dominer les débats à la Chambre.

Par le passé, nous avons pu ne pas être d'accord au sujet des questions provinciales, des questions régionales, voire même des questions linguistiques. Cependant, nous n'avons jamais eu ni ne devrions jamais avoir à l'avenir de débat fondé sur la situation économique des Canadiens. Nous avons été témoins dans d'autres parties du monde de luttes de classes caractérisées et les Canadiens craignent que cela ne commence à se produire au Canada. On peut constater pourquoi les familles canadiennes commencent à éprouver cette crainte. Les exemples que j'ai fournis il y a un instant expliquent cet état de choses.

Si nous nous mettons à augmenter de 36 p. 100 les impôts payés par une famille qui gagne \$15,000 par année, et de 2 p. 100 seulement les impôts payés par une famille qui a un revenu de plus de \$200,000 par année, on peut s'attendre à une réaction brutale. Il y aura bien sûr des protestations de la part de ceux qui gagnent \$15,000 par année et qui ne pourront plus le tolérer et ne seront pas capables de porter sur leurs épaules les programmes de réduction du déficit du gouvernement. Nous avons besoin de l'aide de tous les Canadiens pour porter le poids du renouveau économique lancé par le gouvernement, en admettant que c'est bien là ce qu'il est en train de réaliser, ce dont je doute.

Le parti gouvernemental a promis la prospérité et le renouveau économique aux Canadiens. Ces derniers ont cependant oublié de demander à qui était destinée cette prospérité. Trouve-t-on dans la mesure à l'étude des dispositions qui portent à croire que nous, le Parlement du Canada, nous défendons honnêtement les intérêts de tous les Canadiens et de toutes les régions? Nous ne pouvons pas dire que c'est le cas.

Nous pourrions aller dans n'importe quelle circonscription demander aux personnes âgées ce qu'il y avait de juste à leur avis à tenter de désindexer leur pension de vieillesse. Nous pourrions demander à n'importe qui gagnant \$15,000 par année s'il trouve juste de devoir accepter une hausse de ses impôts de près de 40 p. 100. Nous pourrions demander à n'importe quelle mère canadienne touchant un chèque mensuel s'il lui plairait ou non de continuer à toucher le plein montant

des allocations familiales. Nous pourrions demander à n'importe quelle famille canadienne si elle serait disposée à payer davantage que sa juste part et plus d'impôts que n'en paient les sociétés énergétiques qui bénéficient de largesses de 8.4 milliards de dollars. Les réponses vont de soi.

Il ne saurait être question d'équité et de justice, devant les chiffres que je viens de citer. Voilà le message que les Canadiens adressent au gouvernement. Voilà ce qui explique la sérieuse dégringolade de la popularité du gouvernement dans les derniers sondages. Cela n'a rien d'étonnant.

Les députés ministériels ont parcouru le pays, en passant d'une circonscription à l'autre, d'une région à l'autre, pendant la campagne électorale en promettant sa juste part à chaque groupe d'intérêts. Les électeurs des classes moyennes et laborieuses ont bien sûr décidé de prendre les conservateurs à l'essai. Mais qu'ont-ils obtenu? A quoi font-ils face? Ils font face à l'injustice. Ils font face à un gouvernement conservateur qui s'est toujours soucié de cette même clientèle que vise la mesure à l'étude. Voilà qui prouve la vérité du vieux dicton selon lequel les temps sont durs quand les conservateurs sont au pouvoir. Ils ne sont pas durs pour les multinationales ni pour ceux qui ont les moyens de profiter de l'exemption d'impôt sur les gains en capital, mais pour la majorité des travailleurs canadiens moyens qui font des journées de huit heures et se demandent s'ils réussiront à joindre les deux bouts à la fin du mois.

Il va y avoir une véritable levée de boucliers. Je ne veux pas paraître alarmiste. J'essaie simplement d'analyser ce qui se passe. Les citoyens vont se révolter si le gouvernement continue à orienter l'économie dans cette direction, car c'est une mauvaise voie. Elle ne tient pas compte du Canadien moyen et en la suivant le gouvernement s'aliène la majorité de la population. Il souligne que 400,000 emplois ont été créés depuis son accession au pouvoir. J'aimerais bien voir les chiffres réels. La majorité de ces emplois sont à temps partiel, ils ne s'accompagnent pas d'avantages sociaux et ce sont des emplois à court terme plutôt qu'à long terme.

L'ennui c'est que, devant cette loi, le Canadien moyen a la nette impression de s'être fait avoir. Si le gouvernement disait que nous traversons des moments difficiles et qu'au cours des cinq ou six prochaines années nous allons devoir faire des sacrifices et travailler ensemble pour nous assurer un avenir prospère, ce serait compréhensible. Ce serait acceptable non seulement pour les ministériels, mais également pour les députés de l'opposition dont le rôle est d'assurer un gouvernement efficace. Non seulement les Canadiens comprendraient ce langage, mais ils seraient prêts à l'accepter. Toutefois, ils ne sont pas disposés à accepter que le gouvernement impose davantage les pauvres, les travailleurs et la classe moyenne et qu'il donne encore plus à ceux qui possèdent déjà beaucoup. Il ne s'agit pas d'une association. Ce n'est pas non plus une action collective. Il s'agit là d'une approche économique élitiste, rétrograde et typiquement conservatrice. Ce n'est pas ce genre d'approche qui améliorera les choses.

Le gouvernement essaie peut-être de camoufler la réalité à court terme, mais je peux lui assurer qu'il ne s'agit pas d'une solution à long terme et que cela ne présage rien de bon quant à l'orientation des forces socio-économiques. Si le gouvernement poursuit dans cette voie, il aggravera les injustices. Il y aura davantage de luttes de classes comme celles qui se sont